



## Communiqué de Presse

Le 25 février 2011

### **Sortie du moratoire : le solaire photovoltaïque sacrifié, le grenelle de l'Environnement liquidé !**

Après l'annonce brutale du moratoire instauré par le décret du 9 décembre 2010, nous avons tous considéré que la concertation Charpin-Trink constituait une formidable opportunité de mettre à plat l'ensemble du dispositif de soutien à la filière photovoltaïque afin de supprimer les effets indésirables ayant conduit à la décision de suspension de l'obligation d'achat.

A ce titre, l'ensemble des membres de nos associations professionnelles a préparé des contributions précises et chiffrées susceptibles de créer des scénarios vertueux pour l'avenir de notre filière. Ceci afin d'atteindre **au plus tôt la « parité avec le réseau »** tout en continuant à créer des milliers d'emplois dans le cadre d'un soutien financier raisonnable.

En dépit de ce travail, et d'une unité de vision affichée par l'ensemble des représentants de la filière, force est de constater que nous avons été les témoins-invités d'un **simulacre de concertation** qui débouche par la reprise, par le Premier Ministre de l'intégralité des mesures exposées par la DGEC, qui ont fait l'objet d'un copié-collé dans le Rapport Charpin-Trink. La conséquence est clairement la programmation de l'éviction des PME-PMI au sein de la filière **du solaire photovoltaïque en France** :

- Une industrie française performante et compétitive ne pourra exister que si elle peut s'appuyer sur un marché domestique d'une taille suffisante dont la croissance régulière est assurée : la proposition d'un quota annuel de 500 MW conduit mécaniquement à une **décroissance** du chiffre d'affaires disponible, elle est donc mortifère pour la filière. Un consensus avait pourtant été trouvé lors de la concertation, fixant le volume cible à 800 MW !
- Le recours aux appels d'offres, ayant pourtant démontré **leur inefficacité** dans la biomasse et l'éolien (aucun appel d'offre lancé depuis 15 ans n'a fonctionné, et l'appel d'offre sur le photovoltaïque en 2009 a été abandonné à l'automne 2010), est pourtant retenu par le gouvernement pour les centrales au sol et les grandes toitures. Fixer le seuil d'application des appels d'offres à 100kW, même simplifiés, est un non sens économique. Cela revient à écarter de tout projet photovoltaïque les bâtiments, notamment industriels et agricoles, de petites et moyennes tailles. Là encore un consensus avait pourtant été trouvé lors de la concertation, fixant la limite de puissance ayant accès aux tarifs d'achat à 250 kW !
- La diminution des tarifs immédiate de 20% couplée à un mécanisme de dégressivité dès plus complexe, allant jusqu'à plus de 30% de baisse supplémentaire, impacte de façon insoutenable l'équilibre économique des projets et donc leur capacité de financement, en même temps que

de rendre inéluctable le siphonage déjà largement amorcé de tout le tissu PME-PMI, à qui l'on doit pourtant l'essentiel des 25 000 emplois de la filière !

- La question du financement des énergies renouvelables, pourtant clé, n'est jamais abordée. Il est urgent de sortir du piège de la CSPE. A ce titre, les craintes légitimes d'explosion du coût du dispositif pour la collectivité proviennent de défauts de conception du mécanisme financier qui le sous-tend, tant en amont dans la structuration des tarifs d'achat proprement dits, qu'en aval dans l'évaluation de leur coût et de leur compensation *via* la CSPE : **une refonte rationnelle** et efficace doit englober l'ensemble des paramètres, y compris ceux impliquant des modifications législatives si cela s'avère nécessaire.
- Aucun élément concret ne vise à aménager une période de transition pour les projets déjà engagés et pénalisés par le moratoire. Cela pose clairement la question de la valeur de la parole de l'Etat, dans un secteur où les décrets qui ont été décidés par le Gouvernement depuis un an ont tous été, en pratique, rétroactifs.
- Enfin, au-delà des engagements européens pris par la France pour 2020 (23% d'énergies renouvelables) qui semblent aujourd'hui **impossibles à atteindre** sans une **réévaluation de la part** du photovoltaïque (dans la mesure où ni l'éolien, ni la biomasse ne paraissent capables de respecter leurs objectifs), le Grenelle de l'environnement est désormais **réduits comme peau de chagrin** pour ne pas dire définitivement liquidé.
- EDF EN est le seul grand gagnant de cette concertation, notamment avec la reprise de ses positions sur les appels d'offres. L'Etat Français organise, comme pour les autres sources d'énergie, le retour du monopôle, dans un secteur qui connaissait alors des centaines de PME.

Rappelons que la dynamique industrielle mondiale de baisse des coûts du photovoltaïque le conduira à la compétitivité avant 2020 : **le dispositif de soutien par les tarifs d'achat est donc une mesure transitoire dont le coût pour la collectivité est prévisible et maîtrisable.**

L'absence d'une véritable politique industrielle en matière d'énergies renouvelables et en conséquence de son financement condamne le développement d'une filière industrielle du futur en France porteuse de croissance, et réduit le débat énergétique à une opposition, stérile et pernicieuse, entre le nucléaire et les énergies renouvelables, au lieu et place d'être complémentaires.

En France, il est temps de sortir des discussions comptables et techniques qui masquent un choix politique en faveur du tout nucléaire et à l'instar des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la Chine, de miser enfin sur les PME-PMI présentes sur des industries d'avenir !

---

*Créée en mai 2009, l'APESI (l'Association des producteurs d'Electricité Solaire Indépendants) est une association de loi 1901 rassemblant les PME/PMI de la filière photovoltaïque toutes branches métiers confondues.*

---

### Contacts Presse

Coordinatrice APESI  
**Anne-Sophie Hollstein**  
[Anne-sophie.hollstein@apesi.fr](mailto:Anne-sophie.hollstein@apesi.fr)  
01.53.67.36.83

Vice Président APESI  
**Charles Cuypers**  
[ccuypers@agrolec.com](mailto:ccuypers@agrolec.com)  
06.37.73.74.31